



Les Etats-Unis préparent une guerre par procuration et sur plusieurs fronts contre la Syrie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 26 mai 2012

[wsws.org](#) 26 mai 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Depuis la parution, le 16 mai, de l'article du *Washington Post* sur un afflux d'armes aux forces d'opposition syriennes, le projet du gouvernement Obama d'une guerre par procuration contre la Syrie est devenu encore plus évident.

Le *Post* a dit que parvenait aux opposants « une quantité nettement plus importante d'armes plus puissantes, financée par les pays du Golfe persique [Arabie saoudite et Qatar] et coordonnée en partie par les Etats-Unis, » sur la base d'une perspective selon laquelle « l'expansion d'une confrontation armée était inévitable. »

L'Arabie saoudite et le Qatar ont envoyé des armes avec l'approbation de Washington qui jouit de « vastes contacts avec les forces d'opposition pour procurer aux pays du golfe des évaluations de la crédibilité des rebelles et de l'infrastructure de commandement et de contrôle. »

Une source additionnelle d'armement sont les Frères musulmans qui disposent de « leur propre voie d'approvisionnement aux rebelles en recourant aux ressources de riches individus privés et à l'argent provenant des pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Qatar, a dit Mulham al-Drobi, un membre du comité de direction des Frères musulmans. »

Le *Post* a conclu en faisant remarquer, « Le Pentagone a préparé des options pour la Syrie qui vont jusqu'à envisager des frappes aériennes pour détruire les défenses aériennes du pays. »

Dans le quotidien *Daily Telegraph* du 22 mai, Michael Weiss, directeur des communications et de recherche de Henry Jackson Society, écrivait que « Des sources rebelles à Hatay m'ont dit hier soir que non seulement la Turquie livre des armes légères à des commandants de bataillons choisis, mais qu'elle entraîne aussi des Syriens à Istanbul. »

Il a poursuivi en disant, « Ces derniers jours, des hommes, dans l'unité desquels j'étais embarqué (« embedded »), ont été informés et sélectionnés par le service de renseignement turc et d'importantes livraisons de fusils d'assaut AK-47 ont été transportées par l'armée turque à la frontière turco-syrienne... Du matériel est entreposé à Damas, à Idlib près de la frontière turque et à Zabadani à la frontière libanaise. »

Weiss souligne la réponse du porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney, faite à un article paru dans le *Washington Post* et qui équivaut difficilement à un démenti. « Nous continuons à fournir une assistance « non létale à l'opposition, » a-t-il dit. « Et, alors que je

ne peux que parler pour les Etats-Unis, nous savons que d'autres continuent d'envoyer différents types de soutien, et je vous conseillerais de vous adresser à eux pour caractériser la nature de leurs actions. »

Weiss conclut en disant, « La Turquie n'agirait pas dans ce sens sans l'autorisation ou l'encouragement clair américain. Je ne pense pas non plus que le sénateur américain, Joseph Lieberman, qui réclame des frappes aériennes chirurgicales et la création de zones tampon en Syrie, indiquerait que le gouvernement s'approche d'une réponse militaire à la crise humanitaire que le grotesque 'cessez-le-feu' de Kofi Annan n'a nullement contribué à endiguer, à moins d'être suffisamment sûr que c'est effectivement le cas. »

Un article exclusif du 22 mai paru sur le site Internet *DEBKAFile* précise que « Les rebelles syriens ont reçu leurs premières armes antitanks de 'troisième génération', 9K115-2 Metis et Kornet E. Elles ont été livrées par des agences de renseignement saoudites et qatari après avoir reçu un message secret du président Barack Obama leur conseillant d'augmenter leur participation dans l'effort d'évincer Assad. »

DEBKAFile, qui est proche des sources néo-conservatrices américaines, décrit ces livraisons comme n'étant « qu'un aspect du développement du plan américain pour la crise syrienne...Le service de renseignement turc a reçu le feu vert pour armer les rebelles syriens en leur procurant des IED (engins explosifs improvisés) appelés 'roadside bombs' conçus pour le théâtre de guerre syrien et pour apprendre intensivement aux dissidents à utiliser les installations militaires turques. » Ceci équivaut à une première intervention militaire directe d'Ankara en Syrie.

La Turquie agit depuis quelque temps comme un front organisationnel pour une intervention impérialiste en Syrie et visant à évincer le régime pro-iranien de Bachar al-Assad. La Turquie abrite le Conseil national syrien (CNS) et son bras armé, l'Armée syrienne libre (ALS) – qui organise ses offensives en franchissant la frontière longue de 910 km que la Turquie partage avec la Syrie.

Le Liban et la Jordanie servent aussi de base pour organiser l'insurrection. Des contacts récents ont également été établis avec des groupes kurdes qui sont réticents à se joindre aux Frères musulmans et à d'autres éléments sunnites sectaires jugés comme étant inféodés à leur ennemi de longue date, la Turquie.

En ce qui concerne l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, l'implication du Liban en tant que force intermédiaire est fondée sur le fait d'attiser une hostilité sectaire contre l'Iran chiite et le régime alaouite d'Assad – en élargissant le conflit intérieur avec le Hezbollah chiite qui est financé par Téhéran et Damas.

Ces dernières semaines, on a assisté à une intensification des affrontements sectaires au Liban et qui ont coûté la vie à plusieurs personnes. Les combats ont atteint la capitale, Beyrouth, après l'arrestation à un point de contrôle au Nord du pays d'un religieux anti-syrien et de son garde du corps et de l'arrestation d'un dirigeant sunnite Shadi al-Mawlawi accusé de faire partie d'un groupe terroriste et qui a maintenant été libéré sur caution.

Les tensions se sont encore accrues après l'enlèvement par 40 tireurs de l'ALS de 13 pèlerins libanais chiites. Ceci a occasionné des protestations à Beyrouth qui ne se sont apaisées qu'après l'intervention du dirigeant du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah.

Dans une décision visant une fois de plus à isoler l'Iran et la Syrie en écrasant une insurrection chiite à Bahreïn, l'Arabie saoudite cherche à créer une union dans le Golfe avec les six membres de l'actuel Conseil de Coopération du Golfe - le Bahreïn, Koweït, Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Des plans pour une union préparatoire initiale entre l'Arabie saoudite et le Bahreïn ont incité des milliers de personnes d'une population majoritairement chiite de Bahreïn à protester dans une manifestation qui s'est étendue sur près de 5 kilomètres. L'Iran a qualifié cette proposition de « plan américain d'annexion du Bahreïn et de l'Arabie saoudite. »

Le Bahreïn est totalement tributaire des forces saoudiennes qui étaient entrées au Bahreïn en mars dernier afin d'écraser des protestations dans le pays.

Des projets pour une union plus large ont été rangés au placard après que se sont tenues cette semaine à Ryad des discussions initiales présidées par le roi Abdallah. Le prince Saud al-Faisal a dit qu'un délai était nécessaire pour « rassembler tous les membres et pas seulement deux. »

La Ligue arabe a jeté son poids dans la balance pour soutenir le projet en avertissant l'Iran de mettre fin à sa campagne médiatique « et aux déclarations des responsables iraniens » à l'encontre d'une union politique et militaire des Etats du Golfe.

« Toute démarche d'union entre le Bahreïn et l'Arabie saoudite est une question souveraine concernant ces deux Etats et d'autres pays du Golfe et aucun autre pays n'a le droit de s'immiscer, » a dit le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Elaraby.

La Syrie est également durement touchée par les sanctions internationales qui ont coûté 4 milliards de dollars à son secteur pétrolier, selon le ministre du Pétrole et des Ressources minières, Sufian Allaw, et qui ont entraîné de fortes augmentations de prix et des pénuries pour ses citoyens. La production de gaz de la Syrie ne couvre que la moitié des besoins du pays et les prix pour un réservoir de gaz de cuisine ont plus que quadruplé.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a une fois de plus mis en garde hier contre une guerre civile imminente en Syrie en cas d'échec du soi-disant plan de paix actuel.

Le même jour, le roi Abdallah d'Arabie saoudite écrivait être « profondément préoccupé » par la violence sectaire au Liban. Dans une lettre adressée au président Michal Sulaiman, il a averti que « Du fait de la gravité de la crise et de la possibilité qu'elle provoque un conflit sectaire au Liban en le remettant dans la guerre civile, nous contemplons... vos efforts de mettre fin à la crise... et de tenir le Liban à l'écart des luttes étrangères notamment de la crise syrienne toute proche. »

Toutes ces déclarations sont cyniques. Les Nations unies sont tout à fait conscientes que Washington est en train de poursuivre une politique délibérée de déstabilisation de la Syrie pour justifier une guerre en faveur d'un changement de régime menée par ses alliés - avant tout à Ryad, Ankara et Doha - avec le soutien militaire de Washington. Avec des efforts plus larges entrepris à présent pour forger une alliance fondée sur les Sunnites des pays anti-Iran, ceci pourrait mettre le feu à une guerre totale dans la région qui aurait des conséquences dévastatrices.

Article original, [WSWS](#), paru le 25 mai 2012

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Chris Marsden, wsws.org](http://wsws.org), 2012

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca